

Cambridge Afghanistan Series (CAS-IV)

19-20 septembre 2025 - Jesus College, Université de Cambridge



Vers une vision commune pour l'avenir de l'Afghanistan

Organisée par :

Mosaic Global Foundation en partenariat avec Hughes Hall, University of Cambridge

Figures et voix majeures :

Leaders de la résistance, acteurs politiques et intellectuels, experts internationaux, diaspora, société civile, femmes afghanes

Objectifs :

- Feuille de route commune (>90%)
- Rôle des acteurs internationaux
- Fin de l'apartheid de genre
- Résistance humaniste
- Plateforme de justice et liberté

Hommage à Ahmad Shah Massoud :

« Son assassinat n'a pas réduit au silence un homme, mais tenté d'étouffer une vision de pluralisme et de liberté. Cette vision doit rester vivante. »

Discours d'ouverture de Mme Serpil Yilmaz (Nishat), 19/09/2025

Cambridge Afghanistan Series IV (CAS-IV)

Welcome and Opening Remarks



Zalmai Nishat
Executive Chair,
Mosaic Global
Foundation



Serpil Yilmaz
Director,
Mosaic Global
Foundation



CMC
GOVERNANCE
PATHWAYS
in AFGHANISTAN



MOSAIC
GLOBAL FOUNDATION

Venue: Jesus College, University of Cambridge
Date: 19th & 20th September 2025
Time: 09:00am - 18:00 [UK Time]

#MosaicMassoud2025



Distingués invités, chers amis,

C'est un honneur pour moi d'être devant vous à l'occasion de la Conférence de Cambridge Massoud de cette année. Je ne le fais pas en tant qu'expert ou décideur, mais en tant que personne qui croit profondément au pouvoir de la connexion humaine, de la solidarité et de la compassion.

L'aspect humain de la lutte en Afghanistan

Quand on parle de l'Afghanistan, il est facile de parler de géopolitique, de stratégie ou de guerre. Mais au fond, l'histoire afghane concerne les gens, les familles, les enfants, les femmes, les communautés. Il s'agit de vies interrompues et pourtant vécues avec une résilience extraordinaire.

Je pense aux mères qui maintiennent leurs familles unies en exil, aux jeunes femmes qui risquent tout pour étudier, et aux pères qui luttent pour assurer la dignité de leurs enfants. Ces histoires nous rappellent que la résistance n'est pas seulement combattue sur le champ de bataille ou en politique, elle est aussi vécue tranquillement, tous les jours, dans les foyers à travers l'Afghanistan et dans la diaspora.

Les femmes et les familles, piliers de la force

Massoud lui-même comprenait le rôle central des femmes et des familles dans la lutte pour la liberté. Il a dit un jour que l'éducation de ses filles déterminerait l'avenir de l'Afghanistan. Aujourd'hui, lorsque des filles se voient refuser l'école, cela nous rappelle à quel point il était visionnaire et à quel point cette vision demeure urgente.

En tant que femme, en tant que partenaire et en tant que mère, je sais à quel point il est essentiel que nous gardions cette perspective vivante. Des conférences comme celle-ci ne concernent pas seulement des idées de haut niveau. Il s'agit également de veiller à ce que la dimension humaine ne soit jamais oubliée, à ce que les politiques et les stratégies soient ancrées dans les réalités vécues par les gens.

Mes amis, nous sommes ici à Cambridge, une ville qui symbolise la connaissance, le débat et l'ouverture. Utilisons cette plateforme non seulement pour analyser, mais aussi pour faire preuve d'empathie. Assurons-nous que notre travail est guidé par la compassion autant que par l'intellect.

Parce qu'en fin de compte, la lutte pour l'Afghanistan n'est pas seulement une question de frontières ou de politique. Il s'agit de personnes qui méritent la dignité, l'éducation et l'espoir.

Puisse cette conférence nous rappeler cette vérité et renforcer notre détermination collective. Merci. Bonjour à tous !

Sir Laurie Bristow : L'Afghanistan a besoin d'une vision commune de l'avenir

Cambridge Afghanistan Series IV (CAS-IV)

Institutional Keynote Address



Sir Laurie Bristow

President of Hughes Hall College, University of Cambridge;
Former Ambassador for the United Kingdom

“Afghanistan at a Crossroads”



Venue: Jesus College,
University of Cambridge



À l'ouverture de la Conférence de Cambridge Massoud (CAS-IV), Sir Laurie Bristow, président de Hughes Hall de l'Université de Cambridge et ancien ambassadeur du Royaume-Uni en Afghanistan, a prononcé un discours liminaire puissant exhortant le peuple afghan et ses partenaires à élaborer une vision commune de l'avenir de l'Afghanistan.

Félicitant la Mosaic Global Foundation d'avoir organisé la série, Bristow a rappelé aux participants que sans un plan cohérent pour l'avenir, « nous nous condamnons à vivre avec le présent que nous avons ». S'appuyant sur les mots d'Antonio Gramsci, « pessimiste à cause de l'intellect, optimiste à cause de la volonté », il a soutenu que la vision, aussi difficile soit-elle, est essentielle.

Bristow a dressé un bilan décevant de l'Afghanistan d'aujourd'hui : la faim généralisée, la pauvreté, la répression et l'exclusion systématique des femmes et des filles de l'éducation et de la vie publique. « Les filles qui avaient douze ans en 2021 entrent maintenant dans l'âge adulte sans la préparation à la vie que l'école offre », a-t-il averti. Il a décrit cela non pas comme un accident, mais comme une politique délibérée des talibans, ce que beaucoup appellent aujourd'hui l'apartheid sexuel.

Il a lié le sort de l'Afghanistan à une dynamique mondiale plus large : la lassitude de la communauté internationale face à l'aide, la montée du sentiment anti-immigration en Europe et aux États-Unis, et l'évolution des calculs régionaux au Pakistan et en Iran. Celles-ci, a-t-il dit, reflètent la perte de concentration qui a conduit à l'effondrement de 2021.

Néanmoins, M. Bristow a souligné que la Feuille de route globale (CCR), qui reflète le consensus entre 20 mouvements politiques et civils afghans, constitue un point de départ. «

C'est peut-être imparfait, mais c'est la base d'une discussion sur l'avenir », a-t-il déclaré, se félicitant de la participation du Haut-Commissaire d'Afrique du Sud comme un rappel des leçons tirées des luttes contre l'oppression systémique.

Il a conclu en appelant à ce que la voix des femmes afghanes soit centrale : « Mettre fin à l'apartheid sexuel n'est pas quelque chose dont les hommes peuvent débattre sans les femmes. Notre rôle est de faire de l'espace, d'écouter et d'agir.

Cambridge Afghanistan Series IV (CAS-IV)

Welcome and Opening Remarks

Zalmay Nishat
Executive Chair,
Mosaic Global
Foundation

Serpil Yilmaz
Director,
Mosaic Global
Foundation

CMC GOVERNANCE PATHWAYS IN AFGHANISTAN | MOSAIC GLOBAL FOUNDATION

Venue: Jesus College, University of Cambridge
Date: 19th & 20th September 2025
Time: 09:00am - 18:00 [UK Time]

#MosaicMassoud2025

A QR code is located in the bottom right corner of the banner.

La Conférence de Cambridge Massoud s'ouvre avec des appels puissants à la liberté, à la justice et à la connexion humaine

JOUR 1 – 19 septembre 2025

La Cambridge Massoud Conference (CMC), également connue sous le nom de Cambridge Afghanistan Series (CAS-IV), s'est ouverte aujourd'hui au Jesus College de l'Université de Cambridge, avec des remarques vibrantes de M. Nishat, président exécutif de la Mosaic Global Foundation, et Serpil Yilmaz, directeur de la Fondation.

Accueillant les participants, Nishat a invoqué l'héritage d'Ahmad Shah Massoud, l'appelant non seulement « commandant », mais aussi d'homme d'État, de poète et de penseur qui incarnait la lutte pour un Afghanistan pluriel et démocratique. « Lorsqu'on lui a offert le pouvoir sans principe, il l'a refusé », a déclaré Nishat. « Son assassinat, il y a eu des jours avant le 11 septembre, n'était pas seulement une tentative de réduire au silence un homme, mais aussi de faire taire une vision qui rejettait l'extrémisme et la violence. Cette vision doit rester vivante, et c'est pourquoi nous sommes ici.»

Reflétant le présent de l’Afghanistan, Nishat a averti que vingt-quatre ans après la mort de Massoud, le pays est à nouveau à la croisée des chemins : les femmes et les filles se voient refuser l’éducation, les journalistes au silence, la société civile écrasée et des millions de personnes déplacées. Pourtant, il a souligné que « la lumière reste » dans la résilience afghane – les jeunes filles étudiant en secret, les familles exilées endurant avec dignité, les activistes s’exprimant à l’étranger.

Il a rappelé aux participants leur devoir à Cambridge : témoigner et faire en sorte que les souffrances de l’Afghanistan ne soient pas oubliées, et de jeter des ponts entre les Afghans chez eux et en exil, et entre l’Afghanistan et le monde. « La diaspora porte non seulement des souvenirs de perte, mais aussi la responsabilité de l’action. La stabilité en Afghanistan n’est pas seulement une question locale, c’est un problème mondial », a-t-il souligné.

S’exprimant après Nishat, **Serpil Yilmaz** a mis la dimension humaine au premier plan. Elle a rappelé au public que l’histoire de l’Afghanistan ne concerne pas seulement la géopolitique, mais aussi les familles et la résilience quotidienne : « Les mères qui tiennent leur famille en exil, les jeunes femmes qui risquent tout à étudier, les pères qui luttent pour préserver la dignité. »

Yilmaz a souligné que Massoud lui-même reconnaissait la centralité des femmes et des familles, déclarant que l’éducation des filles déterminerait l’avenir de l’Afghanistan. Elle a exhorté les participants à ne jamais perdre de vue cette perspective humaine : « Des conférences comme celle-ci ne sont pas seulement des idées de haut niveau. Il s’agit aussi de veiller à ce que la dimension humaine ne soit jamais oubliée. »

Fermant ses remarques, Yilmaz a appelé à la compassion à côté de l’analyse : « La lutte pour l’Afghanistan ne concerne pas seulement les frontières ou la politique. Il s’agit de personnes, de personnes qui méritent la dignité, l’éducation et l’espoir ».

Avec ces messages d’ouverture, la Conférence Massoud de Cambridge a préparé le terrain pour deux jours d’intenses débats sur l’avenir de l’Afghanistan, de la réforme constitutionnelle aux stratégies de résistance, et du rôle des acteurs internationaux à la sauvegarde du pluralisme.

سلسله کنفرانس‌های افغانستان در کمبریج - دور چهارم

«کنفرانس کمبریج فرصتی راهبردی برای تبدیل همپوشانی‌های گستردۀ میان دیدگاه‌های جریان‌های مخالف طالبان به یک نقشه راه مشترک، زبان مشترک و مطالبات مشترک است».



احمد مسعود
رهبر جبهه مقاومت ملی افغانستان

نقشه‌ای قابل اجرا، قابل سنجش و مورد اعتماد.
افغانستان امروز بیش از هر زمان دیگر به یک چارچوب حقوق محور و همه‌شمول نیاز دارد؛

چارچوبی برخاسته از دل جامعه که بتواند نیروهای مردم‌سالار را به یک بدل عملی تبدیل کرده و

مسیر گذار سیاسی را روشن سازد.

ما بر سه اصل بنیادین پایندیدیم:

(۱) قانون‌مداری و برابری واقعی شهروراند، اقوام، مذاهب و جنسیت‌ها
(۲) نقش محوری زنان و جوانان در سیاست و اقتصاد

(۳) نظام سیاسی غیر مرکز و فراغیر که بتواند به درستی از تنوع و تکثر کشور نمایندگی کند
از شرکای منطقه‌ای و بین‌المللی دعوت می‌کنیم تا از تلاش‌های جمعی مانند کنفرانس سالانه کمبریج حمایت کنند و از هر اقدامی که به عادی‌سازی و ضعیت موجود منجر شود، پرهیز نمایند.

این کنفرانس می‌تواند امید را از سطح شعار به یک برنامه عملی و قابل تحقق تبدیل کند.»



CMC
GOVERNANCE
PATHWAYS
in AFGHANISTAN



MOSAIC
GLOBAL FOUNDATION

Venue: Jesus College, University of Cambridge

Date: 19th & 20th September 2025

Time: 09:00am - 18:00 [UK Time]



#MosaicMassoud2025

Dans un message, Ahmad Massoud, le chef du Front de résistance nationale afghan, a soutenu la série de conférences sur l'Afghanistan à Cambridge, les qualifiant d'opportunité stratégique pour transformer le terrain d'entente des mouvements d'opposition des talibans en une « feuille de route commune, un langage commun et des revendications communes ».

سلسله کنفرانس‌های افغانستان در کمبریج - دور چهارم

مبایرۀ برای براندازی رژیم سرکوکوگ و انسانیت سبیز طالبان نیازمند حضور قدیمند و معنادار تامامی طبقه‌های جامعه و به فعلیت در آوردن تمامی ظرفیت‌های موجود در این راستا می‌باشد. درس‌ها و آموزه‌های ۴ سال گذشته بسیاری از نقاط تاریک و میهم، چالش‌ها و موانع این راه دراز و دشوار را اشکاراً شناسان دهن کرده است.

مبایرۀ برای آزادی نیازمند ارایه تصویر دقیق و واضح از واقعیت‌های تاریخی، فرهنگی، سیاسی و اجتماعی و ایجاد فهم مشترک از راهکار‌ها و مسیرهای دست یابی به این هدف بزرگ می‌باشد که نقش نهادهای اکادمیک، کانون

های فکری و فرهنگی، آنکهان و بزوشگران در این راستا سیاست ارزشمند و خطیر است.

از دید جوهرۀ آزادی افغانستان، کنفرانس سازوکار ملی‌است برای تقویت و ترویج ارزش‌های نهضت آزادیبخش مهنهنی و ادبیات مبارزه

برای آزادی و برابری در میهن ماست. ایجاد نقشه راه سیاسی تا برگرداندن حق ملکیت مردم ما به سرزمین و سرتوشت شان، از طرق

هیلهشان و همکاری میان جوانان ملی و مدنی صد طالب در پیش از انتقالیت‌ها و برآمدهای کنفرانس کمبریج به وضاحت

دیده می‌شود. رسیدن به این دورنمای رسالت، ادبیات و مطالبات سیاسی مشترک به مثابة ساروکاری برای ایجاد همانگی و همسوسی بین

نیروهای مردم‌سالار از اهداف این کنفرانس می‌باشد.

این اصل مسلم که ثبات پایدار بدون انحصار مشروع قدرت، عدالت مبتنی بر قانون و حضور نیروهای امنیتی حرفة ای و پاسخگو ممکن

نیست، از اشتراکات دیدگاه جوهرۀ آزادی، باتفاق نیروهای و جوانان های ضد طالب و از الامارات گزار سیاسی موفق از زیر نامهای خواه

طالبان به دموکراسی و نظم مبتنی بر قانون و عدالت است. برای ما جنگ هدف نیست: گزینه ای از اسن ناکبری است و ایاری برای حفاظات

از مردم، تاریخ و ارزش‌هاییست که اهربین صفتان طالب، از راههای هفچ بوده اند.

تا زمان که مسیر گذار سیاسی قانونمند گشوده نشود، مطابق مشاوره آزادی‌گزار افغانستان، حق دفاع مشروع، مبارزه برای براندازی امارت شورو

طالبان و رهاییدن مردم افغانستان از زیر سلطه غاصبانه و نامشروع گروه طالبان برای خود محفوظ میداریم. در عین حال اما، از هر روند

سیاسی، فعالیت‌ها و برآمدهای اکادمیک، بزوش و فرهنگی که در گشون گره گور مازاعه، بی‌تباش و بحران های چندلایه و دوامدار در

کشور ما کمک کند، پشتیبانی مینماییم. از کشورهای منطقه و جامعه بین‌الملل مخواهیم از چنین اینکارهایی که از سوی فعالان و

کنشگران برخاسته از متن جامعه افغانستان، برای باقین راه حل های پایدار طراحی و برگزار می‌شود. حمایت کنند.



جنral یاسین ضیا
جهه آزادی افغانستان



CMC
GOVERNANCE
PATHWAYS
in AFGHANISTAN



MOSAIC
GLOBAL FOUNDATION

Venue: Jesus College, University of Cambridge

Date: 19th & 20th September 2025

Time: 09:00am - 18:00 [UK Time]

#MosaicMassoud2025

Dans un message, le général Yasin Zia, chef du Front de la liberté d'Afghanistan, a qualifié la Conférence de Cambridge de mécanisme important pour renforcer la littérature de lutte de libération et la convergence des mouvements anti-talibans et a souligné la nécessité d'une feuille de route politique commune pour une transition légitime vers la démocratie.



S.E.M. Jeremiah Kingsley Mamabolo, haut-commissaire de l'Afrique du Sud au Royaume-Uni, a prononcé un discours liminaire lors de la série Cambridge Afghanistan, qui a établi de puissants parallèles entre la lutte actuelle de l'Afghanistan pour les droits et la lutte de l'Afrique du Sud contre l'apartheid. S'exprimant lors de la conférence de Cambridge

Massoud, il a décrit l'événement comme une « plate-forme de résistance, de justice et de droits de l'homme », honorant l'héritage d'Aحمد Shah Massoud en tant que figure de courage qui a résisté à l'extrémisme jusqu'à son assassinat en 2001.

Mamabolo a réfléchi à l'histoire de l'Afrique du Sud, rappelant comment des décennies de résistance interne, de mobilisation de masse, d'organisation clandestine et de campagne internationale de sanctions, de boycotts et d'isolement ont finalement mis fin à l'apartheid. La solidarité est au cœur de ce succès, a-t-il souligné : le mouvement anti-apartheid mondial, en particulier en Europe, s'est tenu aux côtés des Sud-Africains même lorsque les gouvernements hésitaient. Ce soutien, a-t-il dit, n'est pas fondé sur la politique mais sur les valeurs universelles, la justice, la démocratie et les droits de l'homme.

Il a expliqué comment la constitution post-apartheid de l'Afrique du Sud a ancré ces valeurs, en s'appuyant sur le principe d'Ubuntu, « vous êtes parce que nous sommes », qui met l'accent sur la communauté, la dignité et la responsabilité partagée. Pour Mamabolo, cette philosophie est aussi pertinente pour l'Afghanistan d'aujourd'hui qu'elle l'était pour l'Afrique du Sud en 1994.

S'agissant de l'Afghanistan, il a appelé à la reconnaissance de l'apartheid sexuel en cours, le qualifiant de crime contre l'humanité. Il a fait l'éloge des femmes afghanes qui continuent de manifester, souvent au péril de leur vie, pour réclamer dignité et éducation malgré la répression systématique. Il a souligné que l'apartheid ne se limite pas à la race, mais qu'il englobe également l'exclusion sexuelle et économique.

M. Mamabolo a exhorté les Afghans à ne pas perdre espoir, notant que la solidarité internationale et la persévérance rendaient possible l'« impossible » en Afrique du Sud. Il a appelé à la collaboration entre les pays du Sud, suggérant que des institutions comme la Fondation Mandela pourraient travailler avec la société civile afghane pour partager les leçons de réconciliation et de résistance.

Il a conclu en réaffirmant l'engagement inébranlable de l'Afrique du Sud à se tenir aux côtés des femmes et des forces démocratiques afghanes, insistant sur le fait que les principes d'égalité, de justice et de droits humains universels unissent les deux luttes et peuvent guider l'Afghanistan vers un avenir plus inclusif.

Cambridge Afghanistan Series IV (CAS-IV)

Panel Two: Ethnic Pluralism and Constitutional Design: Frameworks for Inclusive Governance



Moderator
Nasrine Gross



Panellist
Dr Yahia Baiza



Panellist
Dr Javeed Ahwar



Panellist
Mr Rahmatullah
Yarmal



CMC
GOVERNANCE
PATHWAYS
in AFGHANISTAN



#MosaicMassoud2025

Venue: Jesus College, University of Cambridge
Date: 19th & 20th September 2025
Time: 09:00am - 18:00 [UK Time]



Intervenant lors du deuxième panel, le **Dr Yahia Baiza**, chercheur principal et auteur, a évoqué la nécessité du pluralisme en Afghanistan, soulignant qu'il s'agit d'un effort délibéré et constructif plutôt que d'une acceptation passive de la diversité. Il a mis en avant le contexte historique et politique des conflits ethniques et religieux en Afghanistan, affirmant que le

pluralisme est essentiel pour briser le cycle de la violence. Baiza a opposé diversité passive et pluralisme actif, soulignant la nécessité d'espaces délibérés où les croyances et les identités diverses sont légitimes. Il a également critiqué le modèle éducatif bancaire, plaidant pour une évolution vers la pensée critique et la résolution de problèmes afin de favoriser une société pluraliste.



Le professeur **M. Nazif Shahrani** a souligné que les problèmes de l'Afghanistan doivent être systématiquement abordés en se demandant : quoi, pourquoi et comment. Pour les acteurs

internationaux, l’Afghanistan est souvent réduit à la drogue, aux migrations et aux réfugiés. Pour les Afghans, l’enjeu central est une gouvernance légitime et la fin du cycle des assassinats, de l’instabilité et de l’exclusion. Il a soutenu que l’Afghanistan a longtemps eu des « régimes loués », soutenus de l’extérieur jusqu’à ce qu’ils ne soient plus utiles, plutôt que des gouvernements véritablement légitimes. Depuis 2001, d’innombrables propositions ont émergé, mais la politique reste centrée sur l’individu et non sur les principes. **Il a salué des initiatives telles que le Processus de Vienne et la Feuille de route composite de Cambridge visant à réduire les divergences à cinq enjeux clés**, mais a averti que le véritable défi réside dans le comment : construire une gouvernance centrée sur le citoyen, lutter contre les inégalités et proposer une alternative à l’autoritarisme centralisé des talibans. Shahrani a exhorté les Afghans à concevoir des structures fondées sur des valeurs qui séparent l’élaboration des lois, leur mise en œuvre et leur contrôle, et à expliquer non seulement ce qu’ils souhaitent, mais aussi pourquoi et comment ils comptent y parvenir, sous peine de récidiver.



M. Rahmatullah Yarmal, l'ancien gouverneur de la province de Zabul, a parlé des sacrifices et de la résilience de l'Afghanistan. L'armée nationale précédente, y compris ceux du Front national de résistance et du Front de liberté afghan, qui ont combattu contre les talibans. Le gouverneur a mis en lumière la diversité ethnique et l'unité en Afghanistan, soulignant que

l'idéologie des talibans, et non l'ethnie, était la question. L'importance de l'unité entre diverses communautés a été soulignée, en utilisant l'analogie de la récupération d'une maison occupée par des « voleurs. Le gouverneur a exhorté les fronts de résistance à reprendre le contrôle et à s'attaquer ensuite aux différends internes.



Dr Javeed Ahwar, s'appuyant sur sa formation en anthropologie culturelle, en sciences politiques et en droit, a présenté les résultats de son travail ethnographique de terrain auprès de la diaspora afghane, mené entre 2017 et 2021. Ses recherches ont porté sur les associations culturelles en tant que sites clés de la vie communautaire, où il a réalisé plus de soixante-dix entretiens sur différentes vagues de migration en Afghanistan, des réfugiés de l'ère soviétique des années 1960 aux ex-moudjahidines, en passant par les demandeurs pro-talibans et les grandes arrivées après 2021.

Il a observé que les organisations de la diaspora sont divisées en associations littéraires,

éducatives, régionales et ethnocentriques, chacune reflétant des notions contestées d'identité. Les groupes de langue pachtoune monopolisent souvent l'étiquette « afghan », tandis que les Hazaras et les Tadjiks, les groupes de langue persane l'évitent, utilisant plutôt des noms liés à la langue, à la région ou à l'histoire. Ces associations se disputent fréquemment des prétentions à une représentation authentique, imposant parfois des attentes ethniques rigides à leurs membres. Ahwar a souligné comment les débats autour des noms, qu'ils soient « afghans », « Hazaras » ou « Tadjiks persans », révèlent des luttes plus profondes sur la justice, la mémoire et l'appartenance.

Sur le plan analytique, il s'est appuyé sur les théories essentialistes, constructivistes et instrumentalistes de l'ethnicité, mais a mis l'accent sur une approche phénoménologique : voir l'ethnicité comme une vision du monde façonnée par le souvenir et l'oubli sélectifs. Il a montré comment la politique de la diaspora reproduit les divisions de l'Afghanistan, parfois même en les intensifiant, tout en mobilisant simultanément pour la justice et la représentation.

En conclusion, Ahwar a mis en garde contre le traitement de l'ethnicité comme une catégorie politique fixe pour l'avenir de l'Afghanistan. Aucune province n'est monoethnique ; La diversité traverse toutes les régions. Un fédéralisme trop ethnicisé pourrait entraîner de nouvelles exclusions au niveau provincial. Pour une gouvernance inclusive, il a suggéré des approches et des cadres au niveau du district qui privilégient la citoyenneté et le pluralisme plutôt que les frontières ethniques rigides.



The poster for Cambridge Afghanistan Series IV (CAS-IV) Panel Three is set against a dark blue background. At the top, the title "Cambridge Afghanistan Series IV (CAS-IV)" is displayed in white. Below it, the subtitle "Panel Three: Federalism and Decentralisation: Institutional Alternatives to Centralised Authority" is also in white. The panel consists of four speakers: a Moderator and three Panellists. Their portraits are shown in square frames. The Moderator is Dr. Prajakti Kalra, and the Panellists are Matin Bek, Dr. Timor Sharan, and Dr. Zulfia Abawe. Logos for CMC (Governance Pathways in Afghanistan) and MOSAIC Global Foundation are at the bottom left. The venue information (Jesus College, University of Cambridge), date (19th & 20th September 2025), and time (09:00am - 18:00 [UK Time]) are at the bottom center. The hashtag #MosaicMassoud2025 is at the bottom right, along with a QR code.

Cambridge Afghanistan Series IV (CAS-IV)

Panel Three: Federalism and Decentralisation: Institutional Alternatives to Centralised Authority

Moderator
Dr. Prajakti Kalra

Panellist
Matin Bek

Panellist
Dr. Timor Sharan

Panellist
Dr. Zulfia Abawe

CMC
GOVERNANCE PATHWAYS
in AFGHANISTAN

MOSAIC
GLOBAL FOUNDATION

Venue: Jesus College, University of Cambridge
Date: 19th & 20th September 2025
Time: 09:00am - 18:00 [UK Time]

#MosaicMassoud2025

Prenant la parole à MosaicMassoud2025, **Matin Bek** a réfléchi à deux décennies de travail, dont dix ans au gouvernement et une carrière qui a commencé dans la gouvernance locale. Selon lui, en vertu d'une constitution centralisée, il a observé un vide : Kaboul ne pouvait pas répondre aux demandes ou aux griefs provinciaux. Les tentatives de déconcentration ont

rencontré la résistance politique; même les élections constitutionnelles ont été reportées à plusieurs reprises. Le résultat, a-t-il affirmé, est un consensus sur le fait que la centralisation a atteint une impasse. Si la république avait perdu, elle n'avait pas d'autre choix que d'adopter un modèle décentralisé.

Cambridge Afghanistan Series IV (CAS-IV)

Panel Four: International Actors and Democratic Transitions: Lessons from Comparative Experience



Moderator
Atefa Tayeb



Panellist
Dr Marissa Quie



Panellist
Mr Mirwais Samadi



Panellist
Chris Blackburn

 **CMC**
GOVERNANCE
PATHWAYS
IN AFGHANISTAN

 **MOSAIC**
GLOBAL FOUNDATION

Venue: Jesus College, University of Cambridge
Date: 19th & 20th September 2025
Time: 09:00am - 18:00 [UK Time]

#MosaicMassoud2025





Chris Blackburn, fondateur de Global Friends of Afghanistan,

Mesdames et Messieurs, chers collègues et distingués invités, c'est un profond privilège de m'adresser à vous aujourd'hui sur une question qui demeure essentielle à l'architecture de la stabilité mondiale et régionale : le rôle des acteurs internationaux dans le processus de paix en Afghanistan.

Je tiens à remercier la Conférence de Cambridge Massoud et la Mosaic Global Foundation d'avoir organisé cet événement. Je tiens également à remercier le personnel et les bénévoles qui travaillent sans relâche dans les coulisses.

Pendant des siècles, l'Afghanistan a été un creuset où la géopolitique, la culture et la sécurité se rencontrent. Des rivalités impériales du Grand Jeu à la guerre moderne contre le terrorisme, son destin a rarement été façonné par les seules forces internes. Aujourd'hui, dans l'ombre du

régime taliban, l’Afghanistan se trouve à la croisée des chemins. Les actions – ou l’inaction – des acteurs internationaux et régionaux détermineront s’il s’engage sur la voie de la paix et de la stabilité ou s’il s’enfonce davantage dans l’isolement et la tourmente. Alors que nous célébrons le quatrième anniversaire de la prise de pouvoir des talibans en 2021, le pays est confronté à des crises humanitaires de plus en plus profondes, avec plus de 23,7 millions de personnes, soit plus de la moitié de la population, nécessitant une aide d’urgence en 2024, exacerbée par l’effondrement économique, les catastrophes naturelles et l’escalade des restrictions imposées aux femmes et aux filles.

Les organisations régionales, en particulier, sont apparues comme des points d’ancrage essentiels, favorisant le dialogue, luttant contre l’extrémisme et s’attaquant à des menaces communes telles que le terrorisme et le trafic de stupéfiants. Cependant, leurs efforts sont souvent entravés par les divisions internes et l’intransigeance des talibans.

Comme nous discutons des acteurs, je pense qu’il est sage que nous discutions également de leurs scénarios. À l’Ordre mondial des amis de l’Afghanistan, j’ai plaidé pour que la Déclaration universelle des droits de l’homme (1948) soit placée au cœur de nos opérations. C’est notre moteur, notre philosophie et notre guide. C’est notre boussole. Zalmai et la Mosaic Global Foundation suivent un parcours similaire. Mais les talibans croient que l’islam est leur fondement. cependant, le monde islamique n’est pas d’accord.

Les Nations Unies : un pilier de la légitimité

Commençons par l’ONU, pierre angulaire de l’engagement multilatéral en Afghanistan. Depuis sa création en 2002, la Mission d’assistance des Nations Unies en Afghanistan (MANUA) est un vecteur essentiel pour le dialogue politique, l’aide humanitaire et la défense des droits de l’homme. Pourtant, son mandat fait maintenant face à des défis sans précédent. La résistance des talibans à la surveillance externe, associée à la lassitude des donateurs due aux restrictions draconiennes imposées par Kaboul aux femmes, aux minorités et à la société civile, a mis à rude épreuve l’efficacité de la MANUA. Malgré ces obstacles, l’ONU reste indispensable. Il possède à lui seul la légitimité universelle de réunir des parties prenantes disparates – puissances mondiales, acteurs régionaux et voix afghanes, y compris celles qui sont réduites au silence dans le pays. Les réunions de Doha, convoquées sous les auspices du Secrétaire général de l’ONU, illustrent ce rôle, en offrant une plate-forme de dialogue fragile mais essentielle. En 2024 et 2025, ces réunions ont intensifié l’accent sur la gouvernance inclusive, l’ONU se coordonnant avec des organismes régionaux comme l’Organisation de la coopération islamique (OCI) pour faire pression en faveur des droits des femmes et des mesures antiterroristes.

Cependant, les progrès dépendent d’un équilibre délicat : engager les talibans en tant qu’autorités de facto sans compromettre les normes internationales, en particulier en matière d’égalité des sexes et de droits de l’homme. L’ONU doit également s’y retrouver dans la politisation de l’aide humanitaire, en veillant à ce que l’aide parvienne aux plus vulnérables

de l'Afghanistan sans devenir un outil de levier pour l'une ou l'autre des parties. Sans la direction de l'ONU, l'Afghanistan risque de devenir un champ de bataille fragmenté d'agendas concurrents.

L'Union européenne : un phare du pouvoir normatif

L'Union européenne, bien qu'elle n'ait pas le poids militaire d'autres acteurs, exerce une influence significative grâce à son influence économique, sa finesse diplomatique et son engagement en faveur des droits de l'homme. En tant que l'un des principaux donateurs humanitaires de l'Afghanistan, l'UE a maintenu les flux d'aide même après la prise de pouvoir des talibans en 2021, en donnant la priorité à la sécurité alimentaire, à la santé et au logement pour des millions de personnes. Son approche est ancrée dans la conditionnalité, liant l'aide aux progrès en matière de droits des femmes, d'éducation et de lutte contre le terrorisme. Au-delà de l'aide, l'UE est apparue comme un sanctuaire pour la société civile afghane. Des villes comme Bruxelles, Berlin et Oslo sont devenues des plaques tournantes pour les femmes dirigeantes, militantes et intellectuelles afghanes en exil, veillant à ce que leurs voix façonnent le discours mondial. En 2024, l'UE a contribué au plan de réponse et de besoins humanitaires des Nations unies, qui nécessite 2,4 milliards de dollars pour 2025 afin d'éviter la famine et de soutenir 18 millions de personnes.

Pourtant, l'influence de l'UE est limitée par sa présence limitée en matière de sécurité et sa dépendance historique à l'égard des États-Unis pour l'orientation stratégique. Pour amplifier son impact, l'UE doit approfondir ses partenariats avec les acteurs régionaux, en tirant parti de son pouvoir d'influence pour promouvoir un cadre fondé sur les droits qui complète, plutôt que de concurrencer, les programmes axés sur la sécurité.

Inde : trouver un équilibre entre bonne volonté et géopolitique

L'engagement de l'Inde en Afghanistan illustre l'interaction délicate de l'altruisme et de la nécessité stratégique. Pendant des décennies, New Delhi a investi massivement dans le développement de l'Afghanistan, construisant des routes, des barrages, des hôpitaux et même le bâtiment du parlement à Kaboul. Grâce à des bourses d'études, à une aide médicale et à des échanges culturels, l'Inde a gagné une bonne volonté sans précédent parmi les Afghans, se positionnant comme un partenaire de confiance. Le retour des talibans en 2021 a forcé l'Inde à un recalibrage stratégique. Bien qu'hésitant à reconnaître officiellement les talibans, New Delhi a rouvert de manière pragmatique les voies diplomatiques, en fournissant de l'aide humanitaire et en s'engageant dans des pourparlers discrets. Au cœur du calcul de l'Inde se trouve la sécurité : empêcher l'Afghanistan de devenir un refuge pour des groupes terroristes anti-indiens comme Jaish-e-Mohammed ou Lashkar-e-Taiba. Dans le même temps, l'Inde considère l'Afghanistan comme une porte d'entrée vers l'Asie centrale, faisant partie intégrante de ses ambitions de connectivité régionale via des projets tels que le port de Chabahar. En 2024, l'Inde a participé activement aux sommets de l'OCS, plaidant en faveur

de mesures antiterroristes tout en refusant d'approuver des initiatives telles que la Ceinture et la Route de la Chine qui entrent en conflit avec ses intérêts.

En Inde, l'engagement n'est pas simplement un choix, mais un impératif géopolitique, nécessitant un équilibre délicat entre principe et pragmatisme.

La Chine : une puissance pragmatique

L'approche de la Chine à l'égard de l'Afghanistan est définie par un pragmatisme calculé. Pékin voit l'Afghanistan à travers le double prisme de la sécurité et des opportunités économiques. L'instabilité en Afghanistan menace la région chinoise du Xinjiang, où l'on craint un débordement de l'extrémisme. Cette préoccupation a poussé la Chine à dialoguer prudemment avec les talibans, devenant l'une des premières puissances à accorder un ambassadeur nommé par les talibans en 2023. Sur le plan économique, les vastes réserves minérales de l'Afghanistan (cuivre, lithium et terres rares) offrent un immense potentiel pour les chaînes d'approvisionnement industrielles de la Chine. Les entreprises chinoises ont signé des contrats exploratoires, bien que l'insécurité persistante et les problèmes de gouvernance entravent les progrès. L'emplacement stratégique de l'Afghanistan dans le cadre de l'initiative « la Ceinture et la Route », qui relie l'Asie centrale au port pakistanaise de Gwadar, renforce encore son importance. En tant qu'hôte du sommet de l'OCS de Tianjin en 2025, le plus important de l'histoire de l'organisation, la Chine a mis l'accent sur la connectivité régionale et la lutte contre le terrorisme, appelant à la relance du groupe de contact OCS-Afghanistan pour contribuer à la relance économique et aux efforts de lutte contre l'extrémisme.

Pourtant, l'engagement de la Chine n'est pas motivé par l'altruisme. Pékin investit là où ses intérêts s'alignent, en privilégiant la stabilité et les ressources plutôt que la transformation sociétale. Cette approche transactionnelle, bien qu'efficace à court terme, risque d'aliéner les Afghans en quête d'un développement plus large.

L'Iran : un voisin aux enjeux communs

Les relations de l'Iran avec l'Afghanistan sont à la fois intimes et tendues. En tant que voisin accueillant des millions de réfugiés afghans, l'Iran porte le fardeau social et économique des déplacements. Les liens culturels et linguistiques avec les communautés hazara et tadjike d'Afghanistan renforcent l'intérêt de Téhéran pour les droits des minorités sous le régime taliban. Dans le même temps, l'Iran engage les talibans à sécuriser sa frontière orientale et à protéger les ressources en eau critiques de la rivière Helmand. La stratégie de l'Iran est un exercice d'équilibre aux enjeux élevés. Il s'oppose à la domination occidentale dans la région mais craint qu'un Afghanistan instable ne déstabilise son propre territoire. Par le biais de plateformes régionales telles que l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) et de dialogues trilatéraux avec le Pakistan et la Chine, l'Iran cherche à gérer les affaires afghanes sans ingérence occidentale. En tant que nouveau membre de l'OCS depuis 2023, l'Iran a fait

pression pour des projets d'infrastructure conjoints comme le chemin de fer Ouzbékistan-Afghanistan-Pakistan afin de renforcer la sécurité et le commerce.

En défendant des solutions régionales, l'Iran se positionne comme un contrepoids aux puissances mondiales, bien que son efficacité dépende de ses propres défis internes et de ses rivalités régionales.

L'Organisation de coopération de Shanghai : un point d'ancrage régional

L'OCS, qui englobe la Chine, la Russie, l'Inde, le Pakistan et les États d'Asie centrale, désormais élargie à dix membres avec l'Iran (2023) et la Biélorussie (2024), représente une vision audacieuse de la coopération régionale sur l'Afghanistan.

L'accent mis sur la lutte contre le terrorisme, le contrôle des stupéfiants et la connectivité économique souligne le rôle central de l'Afghanistan dans la stabilité eurasienne.

L'Afghanistan est un État observateur depuis 2012, bien que son statut reste inactif en raison de la non-reconnaissance des talibans par leurs membres.

Cependant, les tensions internes, notamment entre l'Inde et le Pakistan, sapent souvent sa cohésion. Malgré ces défis, l'accent mis par l'OCS sur l'appropriation régionale offre un cadre pour l'intégration de l'Afghanistan dans les réseaux économiques et de sécurité asiatiques plus larges. Lors du sommet d'Islamabad de 2024, les dirigeants ont abordé le terrorisme transfrontalier. Ils ont appelé à isoler les entités terroristes par le biais de la Structure régionale antiterroriste (RATS), tandis que le Premier ministre pakistanais a souligné le potentiel de l'Afghanistan en tant que plaque tournante du commerce si le terrorisme est endigué.

Le sommet de Tianjin de 2025 a fait progresser ces objectifs, la Chine proposant une coopération renforcée entre les forces de l'ordre et la relance du groupe de contact OCS-Afghanistan pour lutter contre les débordements de l'extrémisme.

Les initiatives régionales, telles que le processus d'Istanbul au cœur de l'Asie et le format de Moscou, complètent ces efforts. Ces plateformes mettent en évidence une vérité fondamentale : la position géographique de l'Afghanistan rend impossible l'ignore. Ses voisins, de l'Asie centrale à l'Asie du Sud, ont un intérêt collectif à empêcher le pays de redevenir une plaque tournante du terrorisme transnational ou du commerce illicite.

L'Organisation de la coopération islamique : promouvoir des solutions inclusives

L'Organisation de la coopération islamique (OCI), qui représente 57 États à majorité musulmane, a joué un rôle central dans le plaidoyer en faveur d'une paix inclusive et fondée sur les droits en Afghanistan. En tant que voix collective du monde musulman, l'OCI n'a

cessé de réaffirmer son soutien à un « Afghanistan pacifique, stable, prospère et inclusif », mettant l'accent sur l'aide humanitaire, les droits de l'homme et la lutte contre le terrorisme.

En 2024, son envoyé spécial pour l'Afghanistan a participé à des réunions de Doha présidées par l'ONU, passant en revue des efforts tels que l'aide humanitaire et des délégations d'universitaires engageant le dialogue avec les talibans sur les droits des femmes.

L'OCI a également soutenu le processus de Doha de l'ONU, utilisant sa position unique pour dialoguer avec les autorités de facto sur la protection des femmes et des filles afghanes, y compris leur droit à l'éducation et au travail, décrit comme une « ligne rouge » dans les résolutions.

En juillet 2025, la coopération entre l'ONU et l'OCI s'est intensifiée lors d'un briefing du Conseil de sécurité à Astana, axé sur les initiatives politiques, économiques et humanitaires pour l'Afghanistan dans un contexte de crises plus larges comme Gaza et le Soudan.

Par le biais de plateformes telles que le Conseil des ministres des Affaires étrangères, l'OCI continue de relever les défis ethniques, sécuritaires et liés aux stupéfiants, en fournissant un soutien technique et financier pour atténuer les retombées humanitaires.

Les États du Golfe : médiateurs et modérateurs

Les États du Golfe, en particulier le Qatar, se sont taillé un rôle unique dans le processus de paix en Afghanistan. Depuis qu'il a accueilli le bureau politique des talibans en 2013, le Qatar s'est positionné en tant que médiateur, facilitant l'accord de Doha de 2020 entre les États-Unis et les talibans. Doha reste le principal lieu d'engagement international avec les dirigeants talibans, ce qui témoigne de l'agilité diplomatique du Qatar. En tant qu'allié des États-Unis ayant des liens avec divers acteurs, le Qatar comble des divisions que d'autres ne peuvent pas combler. Cependant, son influence se limite à rassembler plutôt qu'à imposer des résultats.

L'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, quant à eux, tirent parti de leur influence religieuse et financière. Tous deux ont toujours engagé le dialogue avec les gouvernements talibans et restent influents dans l'élaboration des discours islamistes. La Ligue islamique mondiale (LIM), basée à La Mecque et étroitement alignée sur l'Arabie saoudite, s'est imposée comme une voix critique, plaident pour l'inclusion et la modération des femmes dans les sociétés musulmanes – un contrepoint potentiel à l'idéologie rigide des talibans. En janvier 2025, la LIM a co-organisé un sommet de l'OCI à Islamabad sur l'éducation des filles, où des intervenants comme la lauréate du prix Nobel Malala Yousafzai ont condamné les 100+ lois des talibans imposant un « apartheid de genre » et ont exhorté les dirigeants musulmans à rejeter la légitimation d'une telle oppression.

La LIM a envoyé des délégations d'érudits à Kaboul et a soutenu des conférences sur les droits des femmes dans l'islam, soulignant que l'éducation est une valeur islamique universelle, et non une importation occidentale.

Le Conseil de coopération du Golfe (CCG) a exprimé son intérêt pour l'aide humanitaire et la lutte contre le terrorisme, bien que ses initiatives restent sous-développées. En alignant la légitimité religieuse sur un soutien pratique, les États du Golfe pourraient jouer un rôle transformateur si leurs efforts sont soutenus.

Les acteurs non étatiques : une dimension émergente

Au-delà des acteurs étatiques, les entités non étatiques – ONG, réseaux de la diaspora et organisations privées – sont de plus en plus vitales pour le processus de paix en Afghanistan. Les groupes de femmes afghanes en exil, soutenus par des plateformes en Europe et en Amérique du Nord, amplifient les voix marginalisées et plaident pour une gouvernance inclusive. Le Fonds Malala, fondé par la lauréate du prix Nobel Malala Yousafzai, illustre cette résilience. En 2024-2025, elle a alloué plus de 3 millions de dollars dans le cadre de son initiative pour l'Afghanistan afin de soutenir l'éducation numérique et alternative de 10 000 filles, y compris des diplômes d'études secondaires en ligne, un soutien psychosocial et un plaidoyer pour la reconnaissance de l'apartheid de genre comme un crime en vertu du droit international.

Des partenaires comme Education Bridge for Afghanistan offrent des compétences en matière de mentorat et d'alphabétisation, tandis que le plaidoyer mondial du Fonds, récompensé par le Prix international de l'état de droit 2024, fait pression en faveur de l'obligation de rendre des comptes.

Pendant ce temps, les ONG internationales naviguent entre les restrictions imposées par les talibans pour acheminer de l'aide, comblant souvent les lacunes laissées par les acteurs étatiques. Ces groupes, bien que moins visibles, sont essentiels au maintien du tissu social afghan et à la promotion de la résilience populaire.

L'énigme de la coordination

Cette diversité d'acteurs révèle un paradoxe central : l'Afghanistan attire l'attention du monde entier, mais la multiplicité des agendas risque d'être fragmentée. L'ONU donne la priorité aux normes, l'UE défend les droits, l'Inde équilibre le développement et la sécurité, la Chine recherche des ressources, l'Iran se concentre sur les réfugiés et la stabilité, et les États du Golfe exercent une influence religieuse et diplomatique. Les organismes régionaux comme l'OCS et l'OCI ajoutent des couches de coordination eurasienne et islamique, mais sont confrontés à des défis liés à la non-reconnaissance des talibans et aux rivalités intragroupes.

Sans coordination, l’Afghanistan pourrait redevenir un échiquier géopolitique, où les intérêts concurrents éclipsent les besoins de sa population.

Une voie à suivre

Pour tracer une voie durable pour l’Afghanistan, permettez-moi de proposer quatre principes clés : premièrement, l’inclusion n’est pas négociable. Aucun processus de paix ne peut aboutir si les femmes afghanes, qui constituent la moitié de la population, sont mises à l’écart. Les acteurs internationaux, en particulier les forums à majorité musulmane comme la LIM et l’OCI, doivent insister sur le fait que l’éducation et la participation des femmes ne sont pas des constructions occidentales mais des valeurs universelles enracinées dans la tradition islamique, comme l’ont souligné les sommets de 2025.

Deuxièmement, l’aide humanitaire doit transcender la politique. Alors que des millions de personnes sont confrontées à la faim et aux déplacements, l’aide doit passer par des canaux impartiaux, comme les agences de l’ONU et les ONG, sans mesures punitives qui pénalisent les Afghans pour les actions des talibans. La transparence et la responsabilisation sont essentielles pour s’assurer que l’aide parvienne aux personnes dans le besoin, en particulier dans le contexte des sécheresses prévues pour La Niña en 2025.

Troisièmement, la coopération régionale doit aller au-delà de la rhétorique. Des plateformes comme l’OCS et l’OCI devraient donner la priorité aux initiatives réalisables – sécurité frontalière conjointe, programmes de lutte contre les stupéfiants et projets d’infrastructure comme le pipeline TAPI – qui intègrent l’Afghanistan dans les économies régionales tout en s’attaquant aux menaces partagées, en s’appuyant sur les engagements du sommet de 2024-2025.

Quatrièmement, l’organisme local doit être habilité. Les acteurs internationaux doivent amplifier les voix afghanes, en particulier celles des femmes, des jeunes et des minorités, en soutenant durablement la société civile et les réseaux de la diaspora comme les bénéficiaires du Fonds Malala.

La paix ne peut pas être imposée de loin ; Il doit être cultivé de l’intérieur.

Conclusion

Mesdames et Messieurs, l’histoire de l’Afghanistan est un récit édifiant d’isolement, engendrant le chaos et l’exagération, déclenchant la résistance. Le défi qui nous attend est de tracer une voie médiane : engager le dialogue avec les talibans sans approuver l’oppression, fournir de l’aide sans favoriser la dépendance et coopérer sans transformer l’Afghanistan en un champ de bataille par procuration.

L'ONU, l'UE, l'Inde, la Chine, l'Iran, l'OCS, l'OCI, les États du Golfe, MWL et des acteurs non étatiques comme le Fonds Malala apportent chacun des atouts uniques à cette entreprise. S'ils sont harmonisés, grâce à une coordination régionale renforcée entre les Nations Unies et des engagements communs en faveur des droits et de la stabilité, leurs efforts pourraient transformer l'Afghanistan d'un problème récurrent en un partenaire de la stabilité régionale et mondiale. Le peuple afghan, qui a enduré des décennies de conflit avec une résilience extraordinaire, mérite un avenir où la paix n'est pas un espoir éphémère mais une réalité durable.



M. Mirwais Samadi, Ancien ambassadeur afghan en Grèce

Le rôle des acteurs internationaux dans les relations mondiales a toujours été un thème central en science politique et en relations internationales. Ces acteurs ont historiquement façonné la dynamique du pouvoir et laissé de profonds impacts politiques, juridiques, de sécurité et sur les droits de l'homme sur le destin des nations.

L’Afghanistan, en raison de sa position géopolitique et géostratégique unique au cœur de l’Asie – reliant l’Asie centrale à l’Asie du Sud et de l’Est – a longtemps été une étape d’engagement direct et indirect des puissances mondiales et régionales. Comprendre ces dynamiques nécessite une perspective multidimensionnelle. Nous espérons que ce dialogue ouvrira un nouveau chapitre pour comprendre la place de l’Afghanistan dans le système international et la façon dont les puissances mondiales interagissent avec elle.

Les acteurs internationaux sont les entités et les individus qui ont pu influencer les relations internationales ainsi que les relations entre différents pays. Mais juridiquement parlant, ces acteurs ont des impacts différents sur une scène mondiale. Les principaux acteurs sont les États dans lesquels ils ont des droits, des engagements et des obligations en vertu du droit international à l’échelle internationale. Ensuite, viennent les organisations internationales telles que les Nations Unies, l’UE et les organisations commerciales mondiales, qui agissent comme des plates-formes de coopération, de négociation et, dans certains cas, d’intervention. Enfin, nous avons les acteurs non étatiques, les sociétés transnationales et les ONG où ils ont en fait le soft power pour façonner les résultats économiquement et socialement et sensibiliser le public.

D’un point de vue politique, dans les relations internationales, le rôle du pouvoir est crucial et peut refléter la capacité d’un acteur à mettre en œuvre ses objectifs et souvent agir comme des institutions de coopération et de négociation entre les États, ce qui est une combinaison de pouvoirs durs et doux. Les acteurs internationaux sont des États, des organisations internationales, des ONG dans lesquelles, en utilisant leur pouvoir dur et doux, ils ont une influence sur les systèmes internationaux du monde entier.

L’histoire de l’Afghanistan au cours des quatre dernières décennies est un exemple frappant de la façon dont les acteurs internationaux et régionaux façonnent la nation et entraîne l’inaccessibilité du pays à une stabilité politique durable qui peut refléter la volonté et les désirs de son peuple.

Cela peut être vu depuis l’époque de la guerre froide et l’invasion de l’Afghanistan par l’URSS et l’engagement et le soutien des moudjahidines par les États-Unis et les pays du golfe occidental, puis bientôt la politique d’abandon des États-Unis et de l’ouest a transformé l’Afghanistan en un champ de bataille par procuration. Bien qu’elle ait été qualifiée de guerre civile dans les années 90, elle était en réalité également alimentée par des intérêts régionaux concurrents.

Malheureusement, l’ONU a eu du mal à jouer un rôle décisif pour apporter une stabilité à long terme en Afghanistan. La raison pour laquelle l’ONU n’a pas été en mesure d’amener un tel État en Afghanistan était qu’il n’y avait pas de consensus entre les grandes puissances, en particulier les membres permanents du Conseil de sécurité et les voisins de l’Afghanistan.

Après le 11 septembre, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, les voisins afghans et les acteurs régionaux sont parvenus à un consensus. Les Nations Unies ont joué un rôle clé en tant que facilitateurs, rassemblant les parties prenantes afghanes. Cela a conduit à la création d'un gouvernement intérimaire puis de transition, à l'adoption d'une constitution et à des élections présidentielles et parlementaires, marquant un nouveau chapitre dans le développement démocratique de l'Afghanistan.

Même après 20 ans de grands sacrifices de la part du peuple afghan, nous n'avons toujours pas pu atteindre une stabilité durable en Afghanistan. À la suite du 15 août 2021, le pays est tombé aux jours sombres d'isolement et de chaos. La raison de ce recul a de nombreux facteurs, mais l'un des principaux est le manque de consensus entre les acteurs régionaux et l'effondrement de l'intérêt entre ces puissances.

Les leçons que nous avons tirées de cela : nous devrions traiter les problèmes de l'Afghanistan avec réalisme plutôt que d'une approche optimiste ou pessimiste. Les solutions ne peuvent pas être imposées de l'extérieur ; elles doivent émerger de la volonté et des aspirations du peuple afghan lui-même.

Deuxièmement, les acteurs locaux sont essentiels : les élites politiques afghanes, la société civile et les femmes et les filles, qui ont été en première ligne de la résistance et du changement. Leurs voix doivent être au cœur de la formation de l'avenir

Troisièmement, le peuple afghan doit engager activement ses voisins, les puissances régionales et les organisations internationales. Un soutien extérieur est nécessaire, mais il doit s'aligner sur un programme politique dirigé et détenu par le peuple afghan.

La stabilité de l'Afghanistan est étroitement liée à l'évolution des priorités des grandes puissances mondiales, en particulier les États-Unis. Historiquement, l'attention internationale a été temporaire et l'intérêt s'est estompé une fois que les objectifs stratégiques ont été atteints. Pour une paix durable, l'Afghanistan doit définir clairement ses intérêts nationaux et les aligner stratégiquement sur les objectifs plus larges des principaux acteurs internationaux. Cependant, avec l'accent mondial actuel mis sur des crises comme l'Ukraine et le Moyen-Orient, une attention renouvelée à l'Afghanistan reste peu probable dans un proche avenir. Sans une approche intelligente et basée sur les intérêts, l'Afghanistan risque une marginalisation et une instabilité continues.



Dr Marissa Quie, chargée de recherche au Lucy Cavendish College, Cambridge, et directrice des études en politique, s'exprimant dans le panel 3, a lié la crise de l'Afghanistan à des questions plus larges de droits, de légitimité et de responsabilité internationale. S'exprimant de son double expérience universitaire et pratique, elle a souligné comment les plus de 100 décrets des talibans depuis 2021 ont effacé les femmes de l'éducation, de l'emploi, de la politique et de la vie publique, assimilant l'apartheid sexiste, un crime contre l'humanité.

Elle a présenté la feuille de route globale composite (CCR) comme une tentative ambitieuse de consensus entre les principaux mouvements politiques et de la société civile de l'Afghanistan, mais a insisté sur le fait que l'inclusion doit être substantiel, et non symbolique : « Une feuille de route sans femmes au centre est destinée à s'effondrer. » Le dialogue, a-t-elle fait valoir, peut servir de résistance, mais seulement s'il est fondé sur une non-reconnaissance stricte des Taliban, une conditionnalité vérifiable et des infrastructures parallèles qui préservent les espaces de gouvernance fondés sur les droits.

Elle a averti que la politique internationale, qu'il s'agisse de l'incohérence américaine après Doha, de la réduction de l'aide de l'Europe et de la politique migratoire, ou de négociation autoritaire avec la Chine, la Russie et les États de la région, risque de normaliser la répression des talibans. Elle a demandé instamment que des lignes rouges exécutoires, rendent des comptes dans le cadre des enquêtes de la CPI, des sanctions ciblées et intègrent les femmes afghanes dans tous les niveaux de gouvernance et de justice transitionnelle.

Elle a conclu en disant que le silence n'est jamais neutre. Défendre les droits des femmes afghanes est indissociable de la défense des droits de l'homme universels partout dans le monde.

Cambridge Afghanistan Series IV (CAS-IV)

**Panel Four: International Actors and Democratic Transitions:
Lessons from Comparative Experience**



Moderator
Atefa Tayeb



Panellist
Dr Marissa Quie



Panellist
Mr Mirwais Samadi



Panellist
Chris Blackburn

 **CMC**
GOVERNANCE
PATHWAYS
in AFGHANISTAN

 **MOSAIC**
GLOBAL FOUNDATION

Venue: Jesus College, University of Cambridge
Date: 19th & 20th September 2025
Time: 09:00am - 18:00 [UK Time]

#MosaicMassoud2025



Remarques introductives, 19 septembre 2025

Bonjour à toutes et à tous,

Voilà maintenant quatre ans que la République afghane s'est effondrée. Durant cette période, divers mouvements politiques, fronts de résistance et initiatives civiles ont vu le jour, unis dans leur opposition aux Talibans. Beaucoup de ces groupes ont présenté des feuilles de route, des plans et des programmes visant à briser l'impasse actuelle et à imaginer un nouvel avenir politique pour l'Afghanistan.

Comme nous l'avons entendu tout au long de cette conférence, la **Feuille de route intégrée et complète**, facilitée par Mosaic, s'appuie sur vingt propositions émanant de l'ensemble du spectre politique et civil afghan. Fait remarquable, plus de 90 % de ces propositions se recoupent, révélant une vision commune fondée sur la démocratie, les droits et l'autodétermination. Mais à côté de ce terrain d'entente subsistent cinq divergences majeures.

L'une des plus fondamentales est précisément la question qui nous occupe aujourd'hui : **le rôle des acteurs internationaux**.

Certaines feuilles de route soulignent que l'implication de l'ONU, des pays de la région et des puissances occidentales est indispensable, qu'il s'agisse de médiation, de garanties ou de stabilité à long terme. D'autres, au contraire, se montrent bien plus sceptiques, avertissant que

les Afghans ne doivent pas dépendre de forces extérieures et doivent façonner eux-mêmes leur avenir par leur propre action interne.

Cette tension entre dépendance et autonomie n'est pas théorique. Elle touche directement à la souveraineté de l'Afghanistan, à sa légitimité et aux perspectives d'une paix durable.

Chacun de nos trois intervenants partagera sa réflexion sur la manière dont les acteurs internationaux peuvent – ou ne peuvent pas – jouer un rôle dans l'avenir politique de l'Afghanistan. Après leurs interventions, nous ouvrirons le débat et inviterons le public à participer.

Cambridge Afghanistan Series IV (CAS-IV)

Panel Five: Engagement Strategies and Resistance Dynamics



Moderator
Dr. Murid Partaw



Panellist
Ali Maisam
Nazary



Panellist
Daoud Naji



Panellist
Dr. Munazza
Ebtikar



CMC
GOVERNANCE
PATHWAYS
in AFGHANISTAN



MOSAIC
GLOBAL FOUNDATION

Venue: Jesus College, University of Cambridge
Date: 19th & 20th September 2025
Time: 09:00am - 18:00 [UK Time]

#MosaicMassoud2025



Ali Maisam Nazary, le chef des relations extérieures pour le Front national de résistance, a présenté la lutte du [#NRF](#) comme une défense légitime et nécessaire du peuple afghan contre une prise de contrôle armée illégitime et terroriste. Citant l'article 51 de la Charte des Nations Unies, il a soutenu que l'Afghanistan conservait le droit inhérent à la légitime défense après la prise du pouvoir par les talibans en 2021, un coup d'État armé, pas un transfert pacifique. Il a invoqué la Résolution 2625 (1970) de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le droit des peuples de déterminer leur statut politique sans contrainte extérieure, et la Résolution 3314 (1974), qui reconnaît la légitimité des luttes « par tous les moyens disponibles, y compris la lutte armée » contre la domination coloniale, l'occupation étrangère et les régimes racistes, catégories selon lui, les talibans reflètent effectivement à travers la règle du terrorisme et le parrainage étranger.

Nazary a décrit une attaque soutenue aux droits fondamentaux : massacres de masse, répression des communautés ethniques et religieuses et exclusion systématique des femmes et des filles de l'éducation, du travail et de la vie publique, apartheid sexiste que les savants lient aux crimes contre l'humanité en vertu du Statut de Rome Il a souligné que le droit international humanitaire protégeait les mouvements de libération qui respectent ses règles. Le paragraphe 4 du Protocole additionnel I étend le statut de combattant/PG aux peuples qui combattent de tels régimes. Selon lui, l'organisation, le commandement et l'adhésion de la NRF au droit international humanitaire le qualifient de mouvement de libération.

L'action non violente suppose un espace civique et un régime susceptible de la honte ou de l'effet de levier international, a-t-il dit, des conditions absentes sous les talibans, qui glorifient la coercition et écrasent les protestations. Ainsi, la résistance armée devient un bouclier derrière lequel une vie civique minimale peut persister. Il a averti qu'un Afghanistan dirigé par les Taliban est à nouveau un sanctuaire pour le terrorisme transnational (al-Qaïda, ISIS-K), faisant de la résistance une partie de la lutte mondiale contre le terrorisme.

Historiquement, la liberté nécessitait souvent de la résistance, Europe vs. fascisme, Afrique du Sud vs. apartheid, luttes anticoloniales en Asie. Nazary a fermé en affirmant que lorsqu'un peuple est soumis par la terreur et abandonné, prendre les armes pour assurer la vie, la liberté et la dignité est à la fois légalement justifié et moralement contraint.

Daoud Naji, président du comité politique du Front pour la liberté de l'Afghanistan,

Mesdames et Messieurs, bonjour,

Permettez-moi tout d'abord de remercier le Dr Zalmai Neshat et ses collègues de Mosaic d'avoir créé cette merveilleuse occasion pour nous de nous asseoir ensemble et de réfléchir à notre présent et à notre avenir.

Hier, nous avons déjà entendu de nombreuses contributions réfléchies de la part des participants, chacune d'entre elles soulevant des points importants et sérieux.

Je m'appelle Dawood Naji et je représente le Front pour la liberté en Afghanistan. Dans le peu de temps qui m'est imparti, j'essaierai de partager notre point de vue avec vous, tout en restant fidèle au sujet choisi pour ce panel.

Au cours des quatre dernières années, alors que les talibans ont plongé l'Afghanistan dans une crise profonde et multidimensionnelle, une question s'est toujours posée : que devrions-nous faire avec les talibans ? Faut-il négocier avec eux, ou leur résister ?

Je ne suis pas tout à fait d'accord avec le fait de poser la question de cette façon. Ce n'est pas simplement noir ou blanc. Parler et se battre ne sont pas des objectifs en soi, ce ne sont que

des outils pour atteindre un objectif. Cela signifie que nous pourrions avoir besoin des deux, selon la situation.

« En fait, dans un article que j'ai écrit en août dernier pour le site Internet Afghanistan International, j'ai posé une question similaire à propos des pourparlers avec les talibans, mais d'une manière un peu différente. Ma question était la suivante : y a-t-il vraiment quelqu'un de l'autre côté de la table à qui parler ?

« Cette question est importante parce que le dialogue n'a de sens que s'il y a un véritable partenaire de l'autre côté, un partenaire prêt à écouter, à faire des compromis et à reconnaître les droits des autres.

C'est pourquoi, lorsque nous parlons de parler ou de se battre, nous devons être clairs : le vrai problème n'est pas de s'asseoir à une table, mais d'avoir quelqu'un à cette table qui est vraiment prêt à s'engager de manière significative.

Maintenant, je vous le demande à nouveau, chers participants : y a-t-il vraiment quelqu'un de l'autre côté de la table prêt à parler ? Les talibans soutiennent-ils vraiment un dialogue national ? Regardons le passé pour voir comment les talibans ont abordé le dialogue national.

Ayant couvert l'actualité et les problèmes de l'Afghanistan pour la BBC entre 2002 et 2015, je me souviens que, de 2005 jusqu'à la fin de la république, le gouvernement de la République islamique d'Afghanistan a appelé à plusieurs reprises les talibans à venir à la table des négociations.

Pour la première fois en 2005, le gouvernement a mis en place une Commission de paix, dirigée par l'ancien président Sibghatullah Mojaddedi. Cette commission – et d'autres dirigées par des personnalités éminentes comme Burhanuddin Rabbani, Karim Khalili, et le dernier chef, Abdullah Abdullah, qui porte toujours fièrement le titre – a travaillé sur la paix jusqu'à la chute de la république.

Pour encourager les talibans, des milliers de leurs prisonniers ont été libérés, on leur a donné des terres et de l'argent, et le président Hamid Karzaï les a même qualifiés de « frères ». Mais quelle a été la réponse des talibans ?

À Doha, après l'accord avec les États-Unis, l'équipe de négociation afghane y a passé des mois, séjournant dans le même hôtel que les talibans. Tout était prêt pour un dialogue, mais les talibans refusaient toujours de rencontrer l'équipe afghane.

Au cours des quatre dernières années, de nombreux efforts ont été déployés pour entamer un dialogue. Les Nations Unies ont essayé – et continuent d'essayer. Le représentant spécial des États-Unis pour l'Afghanistan, les pays européens et les nations de la région ont chacun fait leur part. Et pourtant, pourquoi n'a-t-il pas eu une seule réunion initiale où les talibans et

l'opposition pourraient s'asseoir face à face ? L'opposition était-elle réticente ? Ou les talibans ont-ils tout simplement refusé de s'asseoir à la table des négociations ?

Nous savons tous qu'au cours des quatre dernières années, il y a eu un fort soutien au dialogue parmi l'opposition, parmi les personnalités politiques afghanes, et parmi les militants de la société civile et les défenseurs des droits des femmes. Mais alors, pourquoi aucun dialogue sérieux n'a-t-il jamais eu lieu ?

Nous avons tous assisté au processus de Doha, au cours des quatre dernières années, il y a eu trois ou quatre cycles de réunions entre le représentant spécial de la région et les pays occidentaux, mais dès que l'idée de pourparlers en face à face entre les talibans et l'opposition a été évoquée, les talibans l'ont rejetée. Ils n'ont même pas accepté de s'asseoir à la table des représentants de la société civile afghane à Doha.

Au Front de la liberté, nous comprenons la position de la communauté internationale et des pays de la région. C'est compréhensible -- parce qu'ils sont en quelque sorte à l'abri des dommages causés par les talibans. Dans aucun autre pays, les femmes n'ont perdu tous leurs droits ou n'ont été soumises à des abus aussi systématiques et brutaux, sauf en Afghanistan par les talibans.

Les talibans n'ont plongé aucune autre nation dans l'isolement total et l'extrême pauvreté. C'est pourquoi, pour la communauté internationale, Al-Qaïda et l'EI sont qualifiés de terroristes, tandis que les talibans sont perçus différemment. Pourtant, nous savons tous qu'il n'y a pas de réelle différence entre eux. Et même si la soi-disant guerre entre les talibans et l'EI est réelle, il s'agit simplement d'une lutte pour plus de pouvoir – rien de plus.

Dès le début, au Front de la liberté, nous avons compris que les talibans n'ont pas changé et qu'ils ne changeront pas. Parce que les talibans ne sont pas un groupe politique. C'est un groupe idéologique. Non seulement ils refusent de se changer eux-mêmes, mais ils rejettent même les petits changements sociaux, comme la façon dont les gens s'habillent ou se coiffent.

Ils considèrent le savoir moderne – que ce soit dans la gouvernance, dans l'éducation ou dans le changement social – comme des déviations. Et cela fait partie de leur système de croyances. Pendant trente ans, les talibans se sont battus pour arrêter le changement social.

Je suis surpris par ceux qui connaissent bien les talibans mais qui attendent toujours d'eux qu'ils permettent aux femmes de travailler et de participer à la vie publique. La présence publique des femmes pendant la république était l'une des raisons mêmes pour lesquelles les talibans se sont battus. Ils se sont battus pour renvoyer les femmes dans leurs foyers.

La guerre, qu'elle soit de premier choix ou de dernier recours, n'est pas un mouvement politique. La guerre est inévitable, et c'est pourquoi, malheureusement, elle a toujours existé. Qu'a fait le monde du nazisme et du fascisme ? Il n'avait pas d'autre choix que de les

combattre. Les talibans sont une combinaison de nazisme et de fascisme, et il est compréhensible de considérer leur comportement dans le contexte du conflit interne de l’Afghanistan.

Aujourd’hui, après quatre ans, les efforts des Nations Unies, des lobbyistes talibans et d’une partie de l’opposition qui soutenaient les négociations ont tous échoué. Il est devenu beaucoup plus clair que les talibans ont bloqué toutes les voies de résolution de la crise actuelle. Du point de vue des talibans, il n’y a même pas de crise. La situation est idéale, la charia est pleinement appliquée, l’émir des croyants va bien, et ses ordres sont exécutés... donc, selon eux, il n’y a pas de problème.

Dans une telle situation, aucune possibilité ou option ne peut être écartée. Le peuple afghan doit venir à bout de l’émirat des Talibans en utilisant tous les moyens possibles contre lui. La lutte armée est l’une des options.

L’isolement international des talibans – le fait qu’ils ne soient toujours pas officiellement reconnus, ainsi que les sanctions et les interdictions de voyager imposées à leurs dirigeants, qui ne sont souvent même pas appliquées – a agi comme une forme de pression politique. Pourtant, elle n’a pas entraîné le moindre changement dans le comportement des talibans. L’isolement international est important pour un gouvernement normal, pas pour un groupe qui n’a aucun lien avec le monde moderne ou l’ordre international.

Comment décrire autrement le fait que le peuple afghan est le otage d’un groupe armé qui n’adhère à aucun des principes habituels de gouvernance ou des normes internationales ? Je n’ai aucun doute qu’une nation ou un gouvernement confronté à un tel groupe les combattrait. Les talibans tuent, emprisonnent ou dépouillent les gens de tous leurs droits, les déshumanisant dans le processus. Combattre un tel groupe est, pour tout être humain, un devoir moral.

Et au Front de la liberté, qui est une organisation politico-militaire, nous agissons selon notre responsabilité humaine. Nous considérons que la lutte contre les talibans est un droit légitime du peuple afghan.

Une chose que je tiens à préciser tout de suite : la guerre contre les talibans n’est pas nouvelle. Il n’a pas commencé en août 2021. Ce combat remonte aux années 1990. Les gens se battaient alors pour la liberté et pour les droits civils fondamentaux. Cette lutte ne s’est jamais vraiment arrêtée. Elle se poursuivit pendant les vingt années de la République. Des milliers de soldats et de policiers afghans sont morts en combattant les talibans. Des centaines de soldats de l’OTAN ont également perdu la vie dans la même longue lutte contre le terrorisme.

Alors, je n’arrête pas de demander : pourquoi certains hauts fonctionnaires ont-ils changé de ton si soudainement ? Jusqu’au 15 août 2021, beaucoup de ces personnes – alors qu’elles détenaient le pouvoir – acceptaient la guerre comme légitime. Puis, presque du jour au

lendemain, certains ont commencé à s'y opposer. Pourquoi? Qu'est-ce qui a changé ? Pourquoi les combats étaient-ils considérés comme justifiés pendant la République, et pourquoi certains essaient-ils maintenant de leur enlever cette légitimité ?

Mais aujourd'hui, la question n'est pas simplement « faut-il se battre ? » La vraie question est la suivante : comment développer une résistance légitime et raccourcir le régime des talibans ? Les talibans ont fermé presque toutes les autres voies. De plus en plus, les Afghans voient clairement le choix : accepter l'asservissement total ou se battre pour la liberté. Les gens choisissent la vie et la liberté.

Vous voyez que tous les jours, en particulier les jeunes et les femmes, ils sont dans les rues de Kaboul, de Mazar, d'Herat, de Jalalabad et dans tout le pays. Les prisons talibanes sont pleines de jeunes hommes et de jeunes femmes dont le « crime » était une petite désobéissance civile. Les gens attendent des mesures claires et sérieuses de la part de l'opposition. Chaque jour, ils envoient des dizaines de messages publics et privés pour le demander. Nous devons écouter ces messages. Nous devons lire ces signes.

Et une dure vérité : nous ne pouvons pas dépendre des gouvernements étrangers pour nous sauver. Les pays agissent dans leur propre intérêt. Les dernières années – les pourparlers, la façon dont certains gouvernements occidentaux ont traité les talibans – ont montré que les intérêts politiques et économiques passent souvent avant les droits de l'homme et la justice.

Ainsi, défendre notre humanité n'est pas le travail de quelqu'un d'autre. C'est la nôtre. C'est notre devoir. Nous devons agir en conséquence.

Cambridge Afghanistan Series IV (CAS-IV)

Panel One: Inaugural Presentation of the Composite Comprehensive Roadmap (CCR)



Moderator

Professor Zuzanna
Olszewska



Panellist

David Loyn



Panellist

Professor Sayed
Hussain Eshraq



Panellist

Mr Ahmad Ali
Shariati



Panellist

Ambassador
Nasir Ahmad
Andisha



Panellist

Professor M.
Nazif Shahrani



CMC
GOVERNANCE
PATHWAYS
in AFGHANISTAN



#MosaicMassoud2025

Venue: Jesus College, University of Cambridge
Date: 19th & 20th September 2025
Time: 09:00am - 18:00 [UK Time]



Lors de la conférence #MosaicMassoud2025 , [@DavidLoyn](#) a averti que la communauté internationale s'orientait vers une normalisation des talibans, et que même des États libéraux comme l'Allemagne s'orientaient vers une reconnaissance de fait pour le renvoi des migrants. Il a salué les groupes politiques afghans pour avoir fait avancer la Feuille de route globale composite (FBCC), actuellement dans sa deuxième version, la considérant comme la tentative la plus vigoureuse à ce jour pour unifier les visions de l'opposition dans un cadre commun pour l'avenir de l'Afghanistan. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une constitution en soi, la FBCC est une méthode pour y parvenir, a souligné Loyn, appelant à l'inclusion, au soutien international et au compromis afin de garantir que les Afghans, et non les puissances extérieures, façonnent le règlement politique du pays.

L'ambassadeur [@AndishaNasir](#) , s'exprimant à Cambridge, a souligné que le peuple afghan lui-même, aux côtés de ses véritables amis internationaux, doit façonner un avenir meilleur au-delà de la tyrannie actuelle de Kaboul. Il a retracé les évolutions depuis l'ère de la « guerre contre le terrorisme » jusqu'aux négociations de Doha, soulignant comment août 2021 a anéanti les avancées en matière de gouvernance, de droits et de sécurité. L'excuse du « manque d'unité » au sein de l'opposition a longtemps sapé le soutien, mais la Feuille de route composite offre désormais un point de référence commun, reflétant un large consensus sur l'indépendance, l'inclusion et la paix. Il a appelé à combiner résistance politique, diplomatie régionale et action citoyenne pour créer une dynamique, tout en se demandant qui consentira des sacrifices pour concrétiser cette vision.

Cambridge Afghanistan Series IV (CAS-IV)

Roundtable Session One



Chair
Ambassador Nasir
Ahmad Andisha



Panellist
Zahra Joya



Panellist
Mr Masood Amer



Panellist
Professor
Abubakar Muttaqi



CMC
GOVERNANCE
PATHWAYS
in AFGHANISTAN



MOSAIC
GLOBAL FOUNDATION

Venue: Jesus College, University of Cambridge
Date: 19th & 20th September 2025
Time: 09:00am - 18:00 [UK Time]

#MosaicMassoud2025



Présidée par l'ambassadeur [Nasir Andisha](#), avec les panélistes [Zahra Joya](#), Masood Amer et le professeur Abubakar Muttaqi, la discussion est actuellement en cours sur le renforcement des voix civiques et l'élaboration d'alternatives inclusives pour l'avenir de l'Afghanistan.

L'ambassadeur [Nasir Andisha](#) a ouvert la table ronde en soulignant les deux angles à travers lesquels l'Afghanistan est souvent vu : la géopolitique et la société civile. Il a souligné que lorsque l'Afghanistan n'est perçu qu'à travers la rivalité entre grandes puissances, l'action de son peuple est écartée, laissant le peuple afghan se sentir impuissant. Il a réfléchi au déracinement répété de la société civile afghane, chaque vague de soulèvement politique poussant les militants, les professionnels et les élites à l'exil. Alors que les deux dernières décennies ont vu la croissance d'une sphère civique dynamique, l'effondrement et l'évacuation chaotique de 2021 ont créé un autre exode, dépouillant la société de ses « amortisseurs » contre l'extrémisme.

La société civile en exil a depuis atteint les limites de ce qu'elle peut accomplir, malgré le travail inlassable des mouvements de femmes et des groupes démocratiques dans le monde entier. Le principal défi maintenant, a noté Andisha, est d'identifier les mesures pratiques que la société civile et les forces démocratiques peuvent prendre pour soutenir la résistance, préserver le changement social et faire pression pour les droits sous le régime taliban.

La journaliste [Zahra Joya](#) s'exprimant lors d'une table ronde, a commencé par reconnaître l'épuisement ressenti par de nombreux Afghans en répétant les mêmes vérités douloureuses. Pourtant, a-t-elle souligné, le silence n'est pas une option. Selon Zahra Joya, le peuple afghan doit continuer à parler ouvertement et honnêtement de la situation du pays après quatre ans de règne des talibans.

Elle a décrit l’Afghanistan comme une terre exploitée à maintes reprises par les acteurs internationaux et les puissances régionales, où les gens ordinaires, en particulier les femmes et les filles, souffrent le plus. Aujourd’hui, les femmes sont effacées de la vie publique, privées d’éducation, de travail ou même de la liberté d’aller dans un parc. Pour Joya, il s’agit d’un apartheid sexuel. Elle a exhorté les participants et la communauté internationale à ne pas diluer le terme, car cela risque de normaliser l’oppression des femmes afghanes.

Cambridge Afghanistan Series IV (CAS-IV) Roundtable Session Two



Chair
Professor Michael
Semple



Panellist
Mohammad
Umer Daudzai



Panellist
Abdullah
Khenjani



Panellist
Professor M. Nazif
Shahrani

 **CMC**
GOVERNANCE
PATHWAYS
IN AFGHANISTAN

 **MOSAIC**
GLOBAL FOUNDATION

Venue: Jesus College, University of Cambridge
Date: 19th & 20th September 2025
Time: 09:00am - 18:00 [UK Time]

#MosaicMassoud2025



Mohammed Umer Daudzai, ancien ministre de l’Intérieur et aujourd’hui président exécutif du Conseil national pour le salut de l’Afghanistan, s’exprimant lors de la deuxième table ronde en rappelant sa dernière présentation à l’Université américaine de Kaboul, « le bon vieux temps de Kaboul », que, a-t-il dit, « nous avons perdu, mais nous gagnerons à nouveau ». Il a rendu hommage aux martyrs, en particulier au professeur Burhanuddin Rabbani, assassiné le 28 septembre, défenseur de la paix et de la réconciliation. Daudzai a exprimé son regret de n’avoir jamais rencontré Ahmad Shah Massoud, dont il apprécie profondément l’héritage.

Il s’est ensuite penché sur les réalités d’aujourd’hui : les atrocités commises par les talibans depuis 2021, y compris les exécutions sous couvert d’« amnistie », et le retour forcé de réfugiés d’Iran et du Pakistan. Pourtant, a-t-il affirmé, les talibans sont maintenant plus divisés qu’unis, tandis que le peuple afghan non taliban construit une plus grande cohésion. « Nous avons de nombreux parapluies, le Front de résistance nationale, le Front de la liberté, la Shura, mais nous partageons un ennemi : les talibans, l’ennemi de nos filles et de nos petites-filles. »

Daudzai a souligné la nécessité d’un grand parapluie politique, ce qui a conduit à la création de l’« Assemblée nationale pour le salut de l’Afghanistan ». Il a insisté sur le fait que toute feuille de route doit atteindre tous les Afghans : ceux qui résistent à l’intérieur du pays, ceux

qui sont en exil, et même les élites éduquées à l'intérieur de l'Afghanistan qui s'opposent en privé aux talibans. Il a conclu en promettant que l'Assemblée nationale pour le salut de l'Afghanistan examinerait sérieusement la feuille de route composite et y répondrait, en veillant à ce que l'Afghanistan s'approprie largement la lutte pour la liberté et la justice.

Abdullah Azad Khenjani, chef des affaires politiques du Front de résistance nationale (NRF), a fait valoir que la « nouvelle écologie » de l'Afghanistan exige de nouvelles règles du jeu : moins de fixation sur les 20 dernières années et plus d'attention portée à la responsabilité partagée, au courage et au sacrifice entre les Afghans eux-mêmes, sans attendre un « miracle » de l'étranger.

Khenjani a salué les efforts du Groupe de travail et la Feuille de route globale composite, remerciant l'équipe pour un « document solide ». Mais, a-t-il souligné, les points doivent devenir des plans d'action. Il a exhorté le Président à réunir davantage d'opérateurs politiques autour du CCR afin que les idées se traduisent par des mesures concrètes et séquencées que 43 millions d'Afghans puissent voir et mesurer.

Il a averti que la littérature seule ne ferait pas bouger l'aiguille sur la situation en Afghanistan. Selon lui, les gens attendent de l'action, pas plus de papiers. La résistance, a-t-il dit, ne peut être réduite à des algorithmes ; Elle se construit par des décisions de terrain. Bien que les délais soient incertains, il pense que la durabilité des talibans s'estompe.

Enfin, M. Khenjani a appelé à lier le processus de RCC à des initiatives et des réseaux parallèles à l'intérieur et à l'extérieur du pays, afin que la feuille de route atteigne les Afghans chez eux et en exil, et à maintenir la consultation ouverte pendant que le document est affiné et mis en œuvre.

Le professeur [M. Nazif SHAHRANI](#) a réfléchi au parcours de sa vie à partir d'un travail de terrain anthropologique. Il a rappelé comment, après 2001, il a contribué à l'élaboration de l'une des premières propositions afghanes pour l'avenir du pays, qui a inspiré un flot d'initiatives similaires. Le principal défi, a-t-il affirmé, a toujours été de consolider des dizaines de feuilles de route en un seul cadre national auquel tous les Afghans peuvent s'identifier.

Il a souligné les problèmes profondément enracinés de la culture politique afghane : la politique centrée sur la personne, l'inégalité, l'utilisation instrumentale de la religion, la dépendance vis-à-vis des mécènes étrangers (régimes loués) et l'esclavage systémique entre les sexes. Sans s'attaquer à ces problèmes, a-t-il averti, aucune feuille de route ne peut réussir. L'histoire a montré l'instabilité de la gouvernance afghane, 16 chefs d'État depuis 1880, la plupart tués ou évincés, et neuf constitutions écrites pour les dirigeants, et non pour la société.

Shahrani a exhorté le groupe de travail à aller au-delà des valeurs et à produire des

propositions pratiques pour une gouvernance alternative, différente non seulement des talibans, mais aussi de tous les régimes défaillants qui l'ont précédé.